

Etude Comparative sur les services à la personne en Europe





Etude comparative sur les services à la personne en Europe

- **Rappel méthodologique**
- **Phase 1 : Etude comparative sur 7 pays européens**
- **Phase 2 : Etude comparative sur 4 pays pilotes**
- **Les 8 enseignements de l'étude**



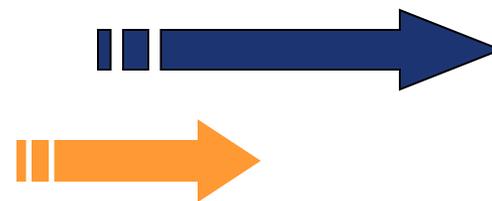
Rappel méthodologique

- La DGCIS a mandaté le cabinet CLAN-PA-ASSOCIANDI pour réaliser d'une étude comparée des SAP en Europe
- Objectif analyser les dispositifs opérationnels et efficaces sur le marché des SAP en Europe.
- Cette étude s'est déroulée sur 8 mois et deux phases :
 - Un travail préliminaire de collecte et d'analyse de données économiques et statistiques dans 7 pays « cibles »
 - Une analyse approfondie et qualitative dans 4 pays « pilotes ».

Phase 1: Etude comparative sur sept pays européens



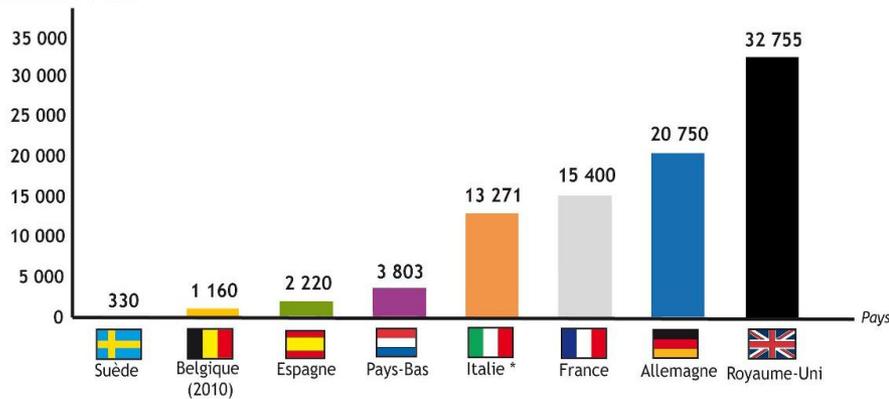
Chiffres clés et grands axes des politiques de soutien aux SAP dans les sept pays étudiés



Chiffres d'affaires hors taxes

CAHT

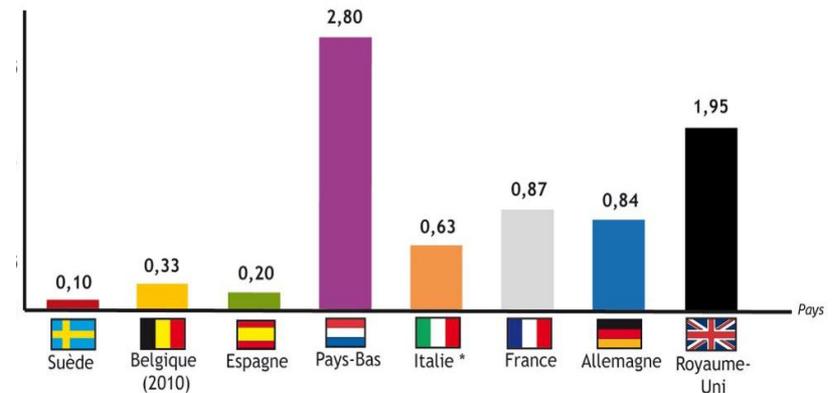
Chiffre d'affaires
hors taxe
(en millions d'euros)



*Source : entretien avec Anna Maria SANSONI de l'Université de Modene [Cf. Data book Italie ; onglet A1]

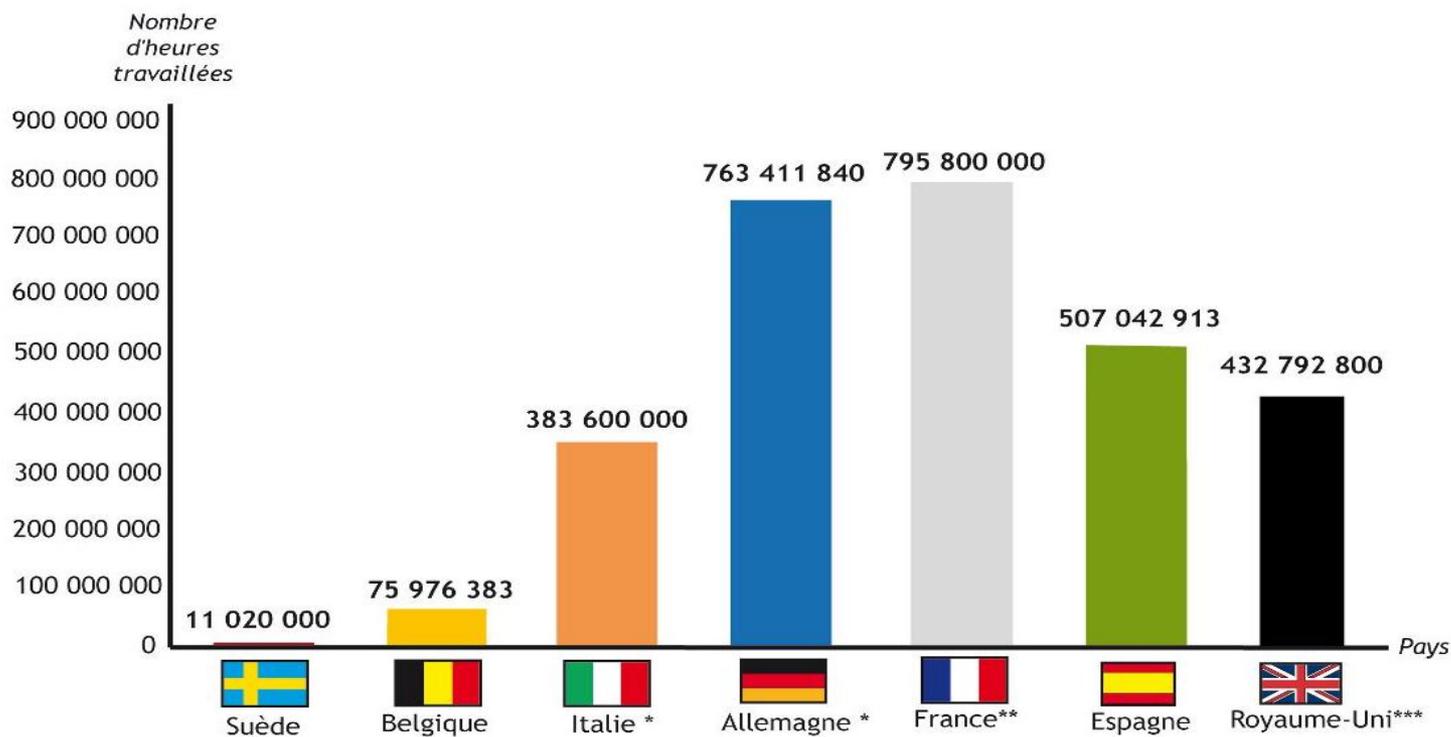
CAHT/PIB

d'affaires
hors taxe
PIB Total



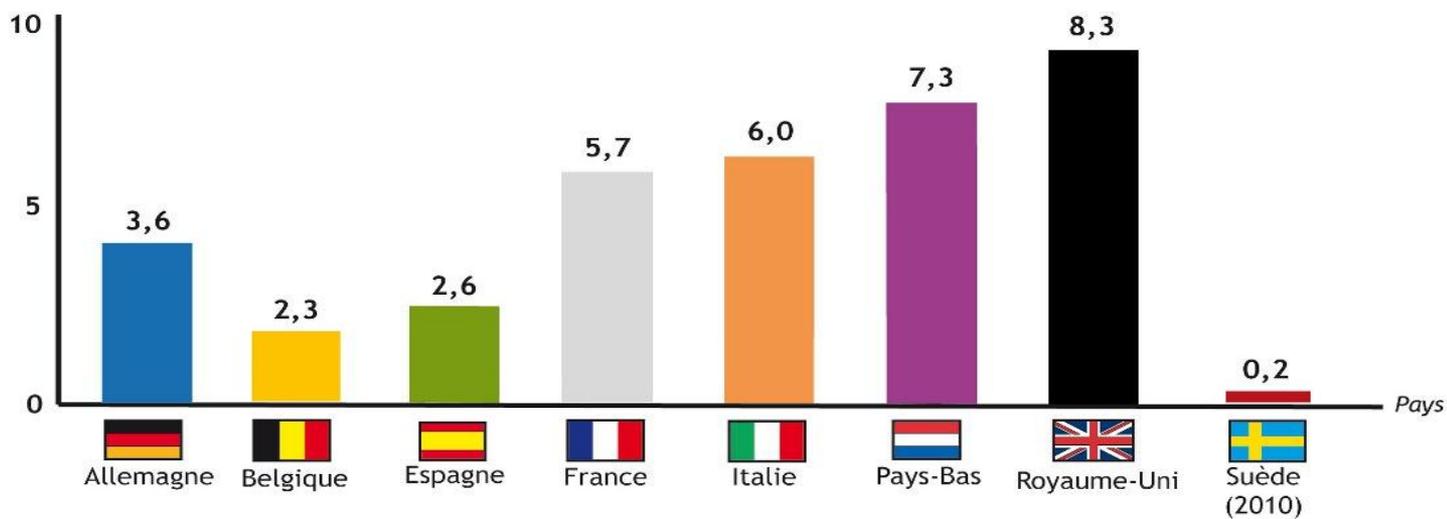
Source : entretien avec Anna Maria SANSONI de l'Université de Modene [Cf. Data book Italie ; onglet A1]

Nombres d'heures travaillées



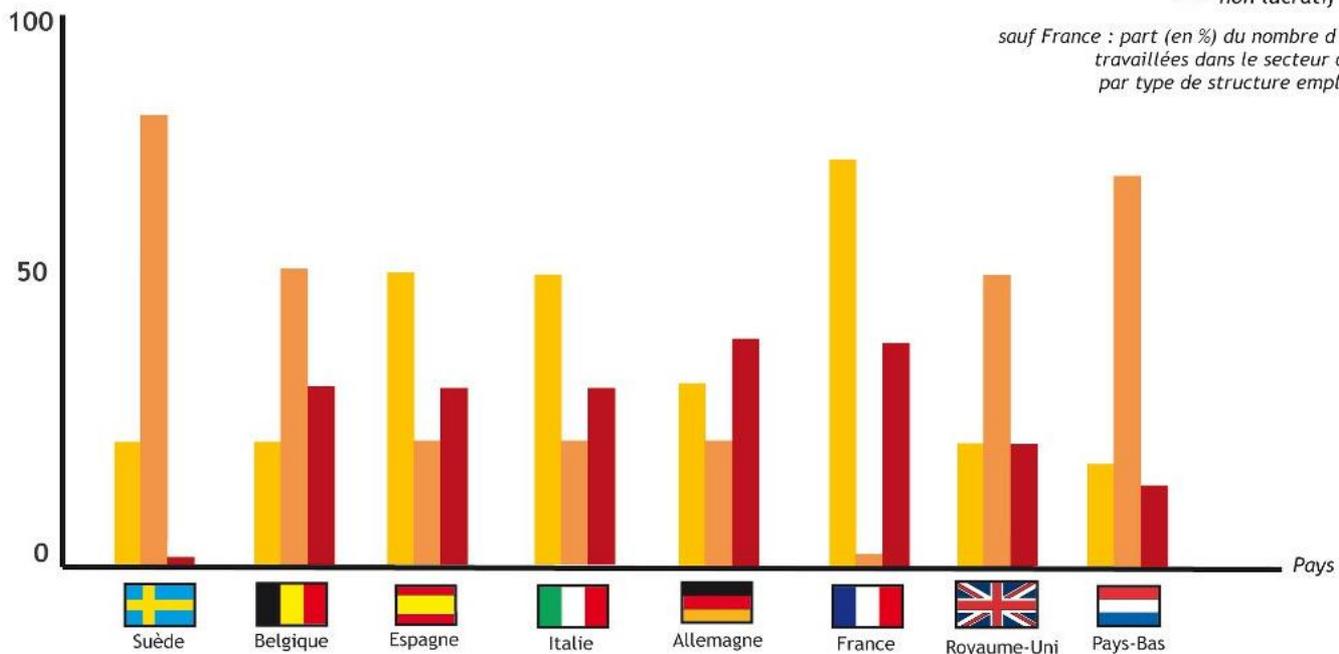
Nombre d'actifs dans le secteur des SAP

Part des actifs dans
le secteur des SAP
par rapport aux actifs (en %)



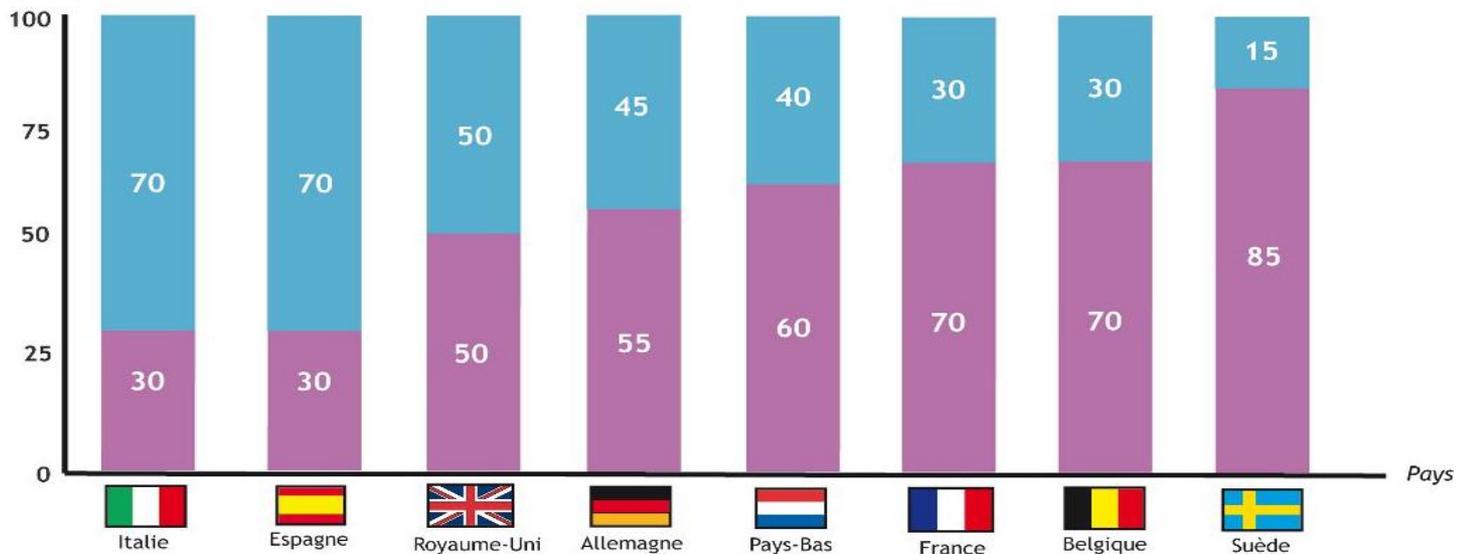
Structuration du marché

Part de type de structure employeuse (en %)



Travail informel

Nombre d'emplois
formels et informels
(en %)



■ Nombre d'emplois informels (en %)
■ Nombre d'emplois formels (en %)
sauf France : % des employeurs directs employant des salariés déclarés.

Axe 1 : La lutte contre le travail informel

Allemagne (Mini job)

France

Pays-Bas

Royaume Uni (*occasional worker*)

Suède (RUT-Avdraget i.e. tiers payant et avantage fiscal)

Avantages

- Ressources fiscales supplémentaires pour l'Etat
- Relance et dynamisme économique

Risques

- Précarité des emplois créés
- Avantages travail informel > avantages travail formel

Axe 2 : Le recours généralisé aux réductions d'impôts

En revanche, pas de taux de TVA privilégié pour les SAP ni de réductions de charges sociales, sauf :

- Allemagne (taux TVA réduit pour les Mini jobs et exemption pour la garde d'enfants ; charges sociales mini-jobs)
- France (taux réduit ou exonération)
- Pays-Bas (Réduction ou exonération / taux de TVA: travaux ménagers à domicile et personnes âgées)
- Royaume-Uni (Exonération /charges sociales sous le « Earnings threshold »)



Axe 3 : Des avantages fiscaux sous conditions

- Belgique (Titres services)
- France (condition d'activité exclusive)
- Pays Bas (chèques « Alfa »)
- Royaume-Uni (crédit d'impôt pour la prise en charge d'enfants à domicile)

Avantages:

- Meilleure professionnalisation du secteur
- Contrôle des bénéficiaires et des prestataires (en cas d'enregistrement)



Axe 4 : Le guichet unique

- Pays Bas (guichet unique/chèque « Alfa »)
- Allemagne (Alliances locales pour les familles)
- Suède
- Italie
- Belgique

Avantages:

- Contrôle du secteur
- Répartition du poids économique si la gestion s'effectue au niveau local
- Proximité des acteurs

Risques:

- Dumping des prix



direction générale de la compétitivité
de l'industrie et des services



Axe 5 : Des politiques ciblées

- Pays Bas (guichet unique « WMO »)
- Espagne
- Italie
- Allemagne

Avantages:

- **Gestion des finances publiques rationalisée et contrôlée**

Axe 6 : Des avantages financiers immédiats

- Suède (avantage fiscal couplé au tiers payant)
- Pays -Bas
- Belgique
- France

Avantages:

- Prise de conscience spontanée du bénéficiaire
- Soutien indirect de l'offre

Risques :

- Coût pour les finances publiques



Axe 7 : Le soutien de la demande

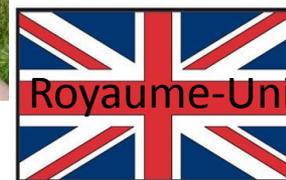
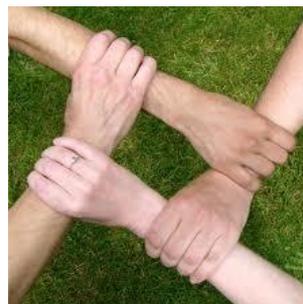
- Royaume-Uni
- France (CESU RH, cotisations sociales)
- Espagne
- *(Allemagne)*

Avantages:

- Soutien de la demande
- Conciliation vie familiale et professionnelle



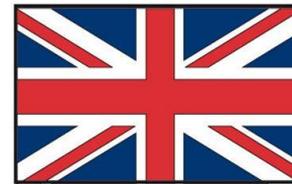
Phase 2: Etude comparative approfondie dans 4 pays « pilotes »



Les critères de sélection

- La nature de la politique menée dans le secteur des SAP
- Le soutien des SAP comme secteur économique
- La prise en charge des prestations par les collectivités publiques
- Le soutien de l'emploi et de la formation

Matrices qualitatives





politique	<p>§ Structuration autour :</p> <ul style="list-style-type: none">§ Des soins et assistance aux personnes fragiles§ La lutte contre le travail informel	<ul style="list-style-type: none">» Taux de croissance de l'ordre de 15% dans le secteur en 2010 [source: Institut de l'Economie allemande-Cologne]» 10% des mini-jobs relèvent du secteur des SAP [i.e. +/- 600.000 mini-jobs]» demande > offre	soutien à l'activité
financement	<ul style="list-style-type: none">» Effort de rationalisation des procédures et d'optimisation des contrôles	<ul style="list-style-type: none">» Efficacité reconnue des mini-jobs pour la lutte contre le travail informel» Les mini-jobs sont « majoritairement » des emplois féminins [source : Ministère de la famille, des personnes âgées et de la jeunesse]	soutien emploi
	<p><u>Perspectives:</u></p> <ul style="list-style-type: none">· Vers un Etat « médiateur » et ne plus être un Etat qui « paie tout » [source: Kristina SCHRÖDER, Ministre de la famille, des personnes âgées et de la jeunesse]· Souhait d'améliorer la qualité de l'offre		





politique	§ Structuration autour : § Des soins et assistance aux personnes fragiles § Du soutien des familles	«Augmentation des soins à domicile de « 18% depuis 3 ans » [source: Ministère de la santé, du bien être et du sport]	soutien éco.
financement	« 2010: 87 milliards d'euros consacrés aux services de santé et d'aide sociale, soit une augmentation de 3,6% par rapport à 2009 « Contrôles réguliers et rigoureux auprès des prestataires « Gestion décentralisée avec la création de structures locales	« Dispositif de chèques « alpha » qui a permis la création de nouveaux emplois	soutien emploi
	Perspectives: · Les autorités prévoient un accroissement du secteur à moyen terme. · Révision des incitations fiscales à la baisse tout en maintenant l'aide sociale à un niveau élevé. · Développement du système des chèques « alpha » à l'ensemble du pays. · Volonté de développer l'offre de formation pour le sous-secteur des soins et assistance aux personnes fragiles.		





nature de la politique	§ Structuration autour : § Des soins et assistance aux personnes fragiles	* Impossibilité de calculer le CAHT et la VA du secteur [Université de Leeds] * Développement de l'offre du secteur privé suite au désengagement de l'Etat * 1,8 millions d'emplois dans le secteur des soins [source: Conseil général de l'aide sociale]	soutien à l'économie
financement	§ Prise en charge annuelle par l'Etat des prestations de soins et d'assistance à domicile en 2010 : § 13,45 milliards d'euros pour l'allocation de subsistance pour handicapés § 6,72 milliards d'euros pour l'allocation d'aides ou de soins	* Demande croissante de formations de qualité dans le secteur * Développement de la flexibilité des travailleurs du secteur avec les « <i>occasional workers</i> »	soutien emploi
Perspectives : - Réserve du gouvernement sur l'impact réel des formations. - Absence d'initiative programmée à court ou moyen terme.			





nature de la politique	<p>§ Structuration autour :</p> <ul style="list-style-type: none">§ De la politique sociale§ De la lutte contre le marché informel	<ul style="list-style-type: none">• En 2010, le « RUT-avdraget » a généré un chiffre d'affaires de plus de 337.101.119 € [source: agence nationale des impôts]• Hausse continue du chiffre d'affaires depuis 2007 [source: Institut national de conjoncture]• 13.516 entreprises proposent des SAP [source: Fédération Nationale des Employeurs du Secteur des Services; 2010]§ Nombre de bénéficiaires multiplié par 3 entre 2008 et 2010 (i.e. de 99.000 à 326.000) [source: agence nationale des impôts]	soutien à l'activité économique
financement	<p>§ Prise en charge du « RUT-Avdraget »:</p> <ul style="list-style-type: none">§ 47.856.278 € (2008)§ 78.822.105 € (2009)§ 145.614.775 € (2010)	<ul style="list-style-type: none">• Label qualité	soutien emploi
	<p><u>Perspectives :</u></p> <ul style="list-style-type: none">▪ Développement du champ d'application du « RUT –avdraget » [source: Agence suédoise des impôts].▪ Ouverture du marché des SAP et recours accru à un mode de gestion externalisée.		

Les 8 enseignements de l'étude



Les enseignements (1)

1 L'absence d'observatoire européen des SAP

- Création d'indicateurs statistiques cohérents à travers Eurostat.
- Données homogènes à échéance 3 ans.

2 Le « Tiers payant » de l'avantage fiscal

- Modèle suédois: dispositif permettant au foyer fiscal de bénéficier de l'avantage fiscal dès le paiement de la prestation (paiement de 50% de la prestation par le particulier / les 50% restants (correspondant à l'avantage fiscal) sont payés par le « tiers payant » / toutes activités relevant des SAP sont éligibles).

3 La « Condition formation » pour les particuliers employeurs

- Certains pays envisagent (Pays-Bas) de conditionner l'octroi des avantages fiscaux des particuliers employeurs au dessus d'un certain niveau à la production d'une attestation matérialisant le fait que les salariés ont bénéficié des temps de formations auxquels ils ont droit.

Les enseignements (2)

4 Le « contrôle de conformité » des structures prestataires

- Certains pays envisagent (Pays-Bas, Suède) de conditionner l'octroi de certains avantages fiscaux ou de certaines exonérations ou réductions de charges sociales aux organismes prestataires à des contrôles de conformité notamment par rapport à la réglementation fiscale et à la protection du consommateur.

5 La professionnalisation du secteur

- Modèles britannique (*occasional worker*) et surtout allemand (mini-job).

6 Un répertoire local pour les SAP

- Expériences « réussies » en Allemagne (i.e. « Alliances locales pour les familles ») et aux Pays-Bas (i.e. guichet unique « WMO »), création d'un « répertoire local » (sous formats papier et électronique) pour les SAP, visant à faciliter la rencontre entre l'offre et la demande du secteur

Les enseignements (3)

7 Soutien aux initiatives locales de promotion des SAP

- Diffusion des meilleures pratiques (e.g. colloques, site Internet, livre blanc etc.).
- Susciter et soutenir les initiatives par le jeu d'appels à projets.

8 Adaptation et développement des « chèques » type CESU préfinancé

- Expérimentation en cours aux Pays-Bas qui se caractérisent notamment par l'existence d'organisations exécutives ad-hoc qui assurent la gestion des flux administratifs et financiers liés aux chèques « alpha ».
- Expérimentation en cours en France dans 8 départements et bientôt 20 départements.

